



Extrait du Union des Forces de Progrès

<http://www.ufpweb.org/fr/spip.php?article739>

Coup d'Etat du 6 août 2008 : Quel avenir pour la Mauritanie ?

- Z - Archives - Putsh militaire du 6 août 2008 - Articles et dépêches -



Date de mise en ligne : dimanche 24 août 2008

Union des Forces de Progrès

On croyait définitivement tournée la page des pouvoirs d'exception et des régimes militaires, quels que soient les alibis avancés et les raisons invoquées pour leur trouver une justification. La Mauritanie qui avait inscrit son nom en lettres d'or au panthéon des nations démocrates a renoué avec son passé peu glorieux, fait de révolutions de palais vite soutenues par des armées de théoriciens prompts à lui trouver une légitimité. Sidi Ould Cheikh Abdallahi pouvait ne pas être un "Bon" président de la République, mais le peuple l'avait élu pour 5 ans sur la base d'une Constitution amendée qui avait recueilli elle aussi un large consensus populaire. C'est par des mécanismes constitutionnels qu'il fallait le déposer. Hélas, on a choisi la voie la plus facile et la plus rapide, mais aussi la moins honorable. Le coup d'Etat militaire, vite mué en "mouvement de rectification", comme si Sidi lui-même n'était pas en train de poursuivre lui aussi son propre "mouvement de rectification". Celui-là vaudra-t-elle celui-ci ? Quel avenir attend aujourd'hui la Mauritanie, avec un pouvoir hybride auquel les manitous des Sciences Po cherchent encore un nom ?

Il y avait exactement trois ans, un Comité militaire pour la Justice et la Démocratie (CMJD) avait pris le pouvoir, mettant fin à vingt et une années de démocratie despotique. Le peuple, dans toutes ses composantes, avait massivement suivi ce mouvement libérateur. La communauté internationale, vrillée sur ses grands principes hostiles aux prises du pouvoir par la force, avait condamné l'acte, avant d'apporter son soutien au mouvement. La révolution de Palais qui mit fin au règne de Ould Taya a été essentiellement dirigée par le duo de colonels Mohamed Ould Abdel Aziz et Ould Ghazwani. Ely Ould Mohamed Vall n'avait fait qu'accepter la présidence que la nouvelle junte lui offrait. La pertinence des raisons qui ont sous-tendu le coup, l'esquisse claire du programme de transition, la date fixée pour la tenue des élections ainsi que les garanties apportées par les militaires d'alors de ne pas se présenter à ces élections et de ne soutenir aucun des candidats en lice, avaient suffisamment convaincu les partenaires de la Mauritanie. Dès lors, ces derniers ne ménagèrent aucun effort pour contribuer à la réussite du processus, en déversant des millions de dollars et d'euros de contribution et en offrant leur expertise pour la tenue d'élections municipales, législatives et présidentielles. Celles-ci furent d'ailleurs suivies par des milliers d'observateurs internationaux. Cette période constitue l'âge d'or de la démocratie en Mauritanie et Sidi Ould Cheikh Abdallahi fut élu à la présidence de la République avec 53% environ des voix. Hélas, les dés étaient déjà pipés dès le départ. Quelques colonels, contrairement aux engagements pris de se retirer de la scène politique à la fin de la transition, étaient restés tapis dans les allées de la présidence. En réalité, ils n'ont jamais été neutres lors des élections. Ils étaient parvenus à faire élire à la Présidence de la République, leur candidat Sidi Ould Cheikh Abdallahi. Pour contenir ses velléités d'indépendance au cours des cinq ans de son mandat, ils étaient parvenus à contrôler la majorité des deux chambres du Parlement en y plaçant des pions dont ils avaient largement assuré l'élection. Cette armée de députés et de sénateurs élue grâce à l'influence des puissants membres du CMJD constituait le bras légal de la junte, celle qu'elle pouvait utiliser pour contrôler l'exécutif. Et Sidi Ould Cheikh Abdallahi contribua lui-même au scénario catastrophe que les Mauritaniens vivent aujourd'hui.

Les erreurs de Sidi Ould Cheikh Abdallahi

La première erreur de Sidi Ould Cheikh Abdallahi fut d'avoir accepté le parrainage des militaires. Certes, tout seul, il n'avait aucune chance de briguer la présidence de la République. Absent du pays depuis plus d'une vingtaine d'années, il était un inconnu sur la scène politique et n'avait participé à aucune étape de la longue et difficile gestation de la démocratie mauritanienne. Mais face à un Ahmed Ould Daddah qui avait toutes les chances d'accéder au palais présidentiel, et qui restait malgré le rôle décisif qu'il apporta à la reconnaissance du CMJD sur le plan international, la bête noire du système Taya dont les militaires constituaient un pan important, il fallait à ces derniers un candidat plus ou moins "propre" et au background consistant. Sidi fut rappelé de son lointain cocon koweïtien et hissé comme le "candidat" de la partie la plus puissante du CMJD. Certes Ahmed Ould Daddah lui aussi

était soutenu par un pan du CMJD, mais celui-ci n'avait pas la puissance d'un Ould Abdel Aziz ou d'un Ould Ghazwani. Elu avec beaucoup de suspens et une petite marge face à son principal challenger qui avait recueilli malgré tout plus de 48 % des voix, Sidi s'accommoda bien d'un Mohamed Ould Abdel Aziz, comme commandant de la garde présidentielle et le promeut au grade de général chef d'Etat-major particulier du Président de la République. Ce dernier en profita pour obtenir la montée en grade de ses amis et les plaça tous à la tête des différentes institutions des forces armées et de sécurité.

La deuxième erreur de Sidi est d'avoir pris le pouvoir non pas comme un sacerdoce, mais comme une sinécure. Il s'entoura ainsi d'un club de vieux amis, et nomma une trentaine de conseillers dont plus des deux tiers grevaient inutilement le maigre budget de l'Etat. Il se mit ensuite à placer ses parents, ses cousins dans tous les postes névralgiques, allant jusqu'à constituer un hyper ministère des transports au profit d'un cousin, auquel il attribua toutes les missions dévolues au ministère de l'Equipement. Ensuite, il entreprit de découvrir le monde, au moment où son peuple crevait de faim et de misère. Son épouse s'invita également dans le festin et mit en place une Fondation que ses adversaires considèrent comme un paravent pour son enrichissement personnel.

La troisième erreur de Sidi est d'avoir accepté de se faire entraîner dans le jeu politico-politicien en parrainant la formation d'un parti politique au lieu de se situer au dessus de la mêlée et de jouer un rôle d'arbitre neutre et impartial de la vie politique. Son bras de fer avec la majorité des parlementaires n'était pas de mise, car son autorité n'était pas en jeu. Sidi devait rester en dehors de la bataille et préserver l'équilibre politique qui se jouait au sein du parti Adil en s'abstenant d'apporter son soutien à un pan de sa majorité au détriment de l'autre.

Ultime erreur de Sidi Ould Cheikh Abdallahi, le limogeage maladroit des quatre plus haut gradés de l'armée d'un seul coup, en catimini et en dehors des procédures normales. Il s'agit avant tout de quatre Chefs d'Etat-major !

Le cafouillis des militaires

En fait, c'est parce qu'il a été limogé lui et ses camarades, que le général Mohamed Ould Abdel Aziz a changé le cours de l'histoire en Mauritanie. En effet, son coup de force est intervenu quelques heures après le communiqué diffusé à la radio mettant fin à leurs fonctions. Tout le reste n'est qu'alibis farfelus justes bon à amuser la galerie. C'est dans le désarroi le plus total que le coup a été en effet entrepris et la Mauritanie toute entière paye aujourd'hui le lourd tribut imposé par un régime militaire qui la gouverne par improvisation. Sans programme défini, sans gouvernement depuis plus de dix-huit jours, le pays va droit au mur. Qu'importe, la machine politicienne s'est mise en branle dès le premier jour. Le slogan fut tout trouvé. Le coup d'Etat militaire a été vite mué par la propagande en "mouvement de rectification", comme si des mécanismes constitutionnels n'existaient pas pour réguler le fonctionnement des institutions. Depuis plus de deux semaines, les Mauritaniens ont oublié de manger et de boire, de tomber malade et de souffrir la misère. Ils sont pris en main, encadrés et embrigadés dans des marches menées par des politiciens de tout bord, dans le souci d'aller à la mangeoire autour d'un plat dont ils ne savent même pas encore le contenu. Seul un discours décousu plein de promesses leur sert d'expédients. Le nouveau chef de la junte promet le paradis mais avec quels moyens ? La Mauritanie qui vivote de l'aide internationale est aujourd'hui complètement isolée sur la scène mondiale. Le conseil de sécurité, l'Union européenne, l'Union africaine, la Ligue arabe, la Conférence islamique, la Francophonie, les institutions financières internationales, notamment celles de Bretton Wood, ont condamné et suspendu leur coopération avec la Mauritanie.

L'attitude de la communauté internationale

Il y a de cela trois ans, la communauté internationale, bien que réticente par rapport aux coups d'Etat, avait finalement accepté de faire une exception en faveur de la Mauritanie, surtout qu'un large mouvement populaire soutenait l'action du 3 août 2005. Elle avait cru au nouveau processus démocratique fiable et durable que les militaires lui avaient miroité. Elle s'était investie à fond pour la réussite de la transition qui s'était achevée de la plus

belle manière le 19 avril 2007. Face à un parterre d'invités de marque rassemblée au Palais de Congrès, le nouveau président démocratiquement élu et l'ancien chef de la junte militaire échangeaient des accolades et le témoin. L'image avait séduit le monde entier qui ne cessa dès lors de citer l'exemple mauritanien comme un modèle de perfection. Trois ans après, les mêmes militaires reviennent sur scène, s'accaparent du pouvoir démocratique, et promettent une autre transition et de nouvelles élections transparentes. "Si ce n'est se foutre de la naïveté du monde, c'est tout comme " éructe un observateur averti de la scène politique. En fait, les différents émissaires dépêchés à Nouakchott ainsi que les chancelleries accréditées en Mauritanie sont unanimes à reconnaître que les nouvelles autorités ont été incapables de les convaincre sur le bien fondé de la révolution de palais. Le manque de programme, l'absence de toute garantie ainsi que la rupture brutale d'un processus démocratique auquel ils s'étaient investis sont autant d'éléments qui contribuent à l'intransigeance de la communauté internationale qui exigent le retour à l'ordre constitutionnel. S'y ajoute la fronde animée par le Front national pour la défense de la démocratie qui entrave toute consommation du fait accompli.

Quelle porte de sortie ?

Aujourd'hui, les militaires au pouvoir au sein du Haut Conseil d'Etat n'ont pas beaucoup de choix. Ni le système hybride mis en place, avec un exécutif martial qui coiffe des institutions démocratiques, ni la liberté virtuelle chaque jour violée avec les arrestations et les interdictions de manifester, ni le choix du Premier ministre, ne sont de nature à convaincre les partenaires internationaux et un pan important de la population mauritanienne. Les militaires doivent quitter le pouvoir le plus rapidement possible pour éviter à la Mauritanie les conséquences grave d'un embargo international.

Cheikh Aïdara